Liberté Égalité Fraternité

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE PARIS 1 6 RUE PAGANINI 75972 PARIS CEDEX 20 Teléphone : 0144645038

Mél.:spf.paris1@dgfip.finances.gouv.fr

Société TRIANON AVOCATS 13 BIS AV DE SAINT CLOUD 78000 VERSAILLES

Vous trouverez dans la présente transmission :

publiées et reportées. > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités

> La réponse à votre demande de renseignements.

B214P01 2024F1198

Date: 25/06/2024

PERIODE DE CERTIFICATION : du

22/04/2024 au 24/06/2024

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

REFERENCE DE LA REQUISITION COMPLETEE: B214P01 2024H12518

200	
D	
-	
-	
9	
co.	
=	
<	
60	
-	
~	
0	
(D)	
n	
200	
35	
A) Délivrance des f	
-	
0	
3	
3	
03	
Th.	
K.	m_{I}
S.	
700	
D-	
D	
Ď.	
es à l'assise d	
D-	
-	
33	
70	
n	
man's	
n	
D	
-	
D	
-	
e la commonid	
2	
4	
4	
2	
4	
4	
4	
50	
4	
0.	

VIEW N	117	Code
	PARIS 17	Commune
A TO A TO A STATE OF THE STATE	DH 91	Désignation cadastrale
	ON TOWN	Volume
30 à 32		Lot
(A)	A	

Liberté Egallité Fraternité

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE PARIS 1

Demande de renseignements n° B214P01 2024F1198 déposée le 24/06/2024, par la Société TRIANON AVOCATS

Complémentaire de la demande initiale n° 2024H12518 portant sur les mêmes immeubles.

Réf. dossier : 2400431/LBH/COL - SAISIE IMM/

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

[x] Il n'existe aucune formalité publiée au fichier immobilier informatisé,

Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobiller informatisé et la date de dépôt de la demande : du 20/06/2024 au 24/06/2024 (date de dépôt de la demande) [x] Il n'existe qu'1 formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A PARIS 1, le 25/06/2024 Pour le Service de la Publicité Foncière, Le comptable des finances publiques,

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

CERTIFICAT DE DEPOT DU 20/06/2024 AU 24/06/2024

Numéro de dépôt	-	Date de l'acte	Date de l'acte "Prop.Imm./Contre"/Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires
24/06/2024	COMMANDEMENT VALANT SAISIE	30/05/2024	VIII VIII VIII VIII VIII VIII VIII VII
D22883	HUI ARDAILLOU	N STIV ST	

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 2 pages y compris le certificat.



Décret n° 55-1350 du 14/10/1955, art. 39

demandes portant uniquement sur les immeubles.

Nº 3233-SD (01-2020) @internet-DGFiP

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

CADRE RESERVE A C
Nº de la demande : [JJSS
Déposée le : 24 06 / 2024
Références du dossier

IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR Aude ALEXANDRE LE ROUX Demande de renseignements Identité 1 TRIANON AVOCATS pour la période à compter du 1er janvier 1956 Adresse: 13 bis avenue de Saint-Cloud 78000 VERSAILLES souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels Courriel 2: les renseignements sont demandés. aalr@trianonavocats.fr (voir la notice nº 3241-NOT-SD d'aide au remplissage des demandes de renseignements hypothécaires et d'information 01 39 56 04 13 Téléphone: sur les tanifs). 17/08/2024 A Versailles Signature (obligatoire): IDENTIFICATION DES PERSONNES (toute erreur ou imprécision de gage la responsabilité de l'État - art. 9 dn décrit în 04/01/1955 modifié) Date et lieu de naissance Personnes physiques: Nom (en majuscules) Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil No N° SIREN Siège social³ Dénomination (en majuscules) Personnes morales: 1 2 3 DESIGNATION DES IMMEUBLES (toute erreur degage la responsabilité de l'État – art. 8-1 et 9 du décret du 04/01/1955 modifie) Références cadastrales Noméro Numéro de lot Commune (en majuscules) de division Nº (préfixe s'il y a lieu, de copropriété (arrondissement s'il y a lieu, rue et muméro) volumétrique section et numéro) n*30, 31 et 32 1 PARIS (75017) 27 non Gauthey 2 3 4 5 PERIODE DE DELIVRANCE CAS GÉNÉRAL Période allant du 1et janvier 1956° à la date de mise à jour du fichier au jour de réception de la demande, pour les demandes portant uniquement sur des personnes, ou à la date de réception de la demande pour tout autre type de demande. Vous souhaitez une période différente du cas général, veuillez préciser : le point de départ (date postérieure au 1^{er} janvier 1956) : XXX/ le point d'arrivée, au plus tard le XXX (uniquement pour les demandes relatives à une ou plusieurs personnes) Pour une demande portant uniquement sur des immeubles, souhaitez-vous limiter la délivrance à l'information concernant le dernier propriétaire connu ? (si oui, cochez la case) Nom (en majuscules), prénom(s) ou dénommation sociale (en majuscules). 2 L'indication du courriel nutorise l'administration à vous répondre par courriel. Pour les associations ou syndicats, mentionner en outre, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts. * On date de rénovation du cadastre pour les

	Nombre de personne ou d'immeubles	es Tanif	Total
Tarif des demandes portant sur des personnes ou sur des immeubles	xxx 3	x 12 € =	xxx 36
Tarifs des demandes portant à la fois sur des personnes et des immeubles	R-AVOVENILES	12€	ххх
nombre de personnes au-delà de 3 :	xxx	x5€=	+XXX
nombre d'immeubles au-delà de 5 ;	DATE XXX	x2€-	4XXX
Frais d'expédition (2 € ; 0 € si envoi par courriel) :	ES. FRANCIVEIN	18 11	+xxx 2
CAYOUTEN ESSERAYOVER ESSERVA	VENTES	TOTAL =	39 0
MODE DE PAIEMENT	ES ER-AVOVEN	TES.FI	&-AVO
Châma à l'ordo de Trico de V		ES-AV	OVEN EAVO
☐ Chèque à l'ordre du Trésor public (pour un montant maximum de 1000 €)	ablic Numéraire (pour un montant max	imum de 300 e	6
☐ Chèque à l'ordre du Trésor public (pour un montant maximum de 1000 €)		imum de 300	6
☐ Chèque à l'ordre du Trésor public (pour un montant maximum de 1000 €) CADRE RÉSERVE A L'ADMINISTRAVION		imum de 300	6 ES
O Chèque à l'ordre du Trésor public (pour un montant maximum de 1000 €) GADRE RESERVE À L'ADMINISTRATION Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :		imum de 300	S AVO
Chèque à l'ordre du Trésor public (pour un montant maximum de 1000 €) CADRE RESERVE À L'ADMINISTRATION Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) : D insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles		imum de 300	S AVO
Chèque à l'ordre du Trésor public (pour un montant maximum de 1000 €) CADRE RESERVE À L'ADMINISTRATION Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) : D insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles D défaut ou insuffisance de provision		imum de 300	S-AVO S-AVO S-AVO S-AVO S-AVO S-ER-V ENTES
Châma à Pordo de Tricos de V		imum de 300	e) ES

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au réglement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification auprès du service chargé de la publicité foncière et d'un droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.